Aperçu des principaux mouvements rebelles au Burundi

@rib News, 26/06/2016 â€“ Source IRIN Briefing â€“ Le whoâ€™s who de lâ€™opposition armâ€™e au Burundi En lâ€™ordre du jour, la menace de guerre civile sâ€™accroît Bujumbura, 7 juin 2016 - Un an aprÃ©s la dÃ©cision controversÃ©e du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ©me mandat, les violences politiques auront causÃ© la mort de plus de 150 personnes, selon lâ€™organisation non gouvernementale de suivi des conflits ACLED.

Le Burundi est de plus en plus divisÃ© : lâ€™opposition armÃ©e sâ€™accroît, des opposants au gouvernement disparaissent, la torture, les dÃ©tentions arbitraires et le contrÃ´le des mÃ©dias sont de plus en plus courants. Les tenants de la ligne dure au sein du gouvernement semblent dÃ©terminÃ©s Ã abandonner lâ€™accord dâ€™Arusha â€“ lâ€™entente de partage du pouvoir entre hutu et tutsi qui a mis fin Ã 13 ans de guerre civile. En ethnicisant son discours et en affichant sa volontÃ© de mettre fin Ã la dÃ©mocratie de consensus dâ€™Arusha, le rÃ©gime est entrÃ© en rupture ouverte avec une partie du pays. Le ComitÃ© International Crisis Group (ICG) dans son dernier rapport. PrÃ©s de 250 000 personnes ont fui le pays. La sociÃ©tÃ© burundaise a fait preuve de courage en rÃ©sistant aux incitations Ã la division ethnique. Lâ€™opposition Ã M. Nkurunziza est gÃ©nÃ©ralisÃ©e, mais elle est nÃ©anmoins touchÃ©e par des clivages ethniques et â€“ le schÃ©ma de rÃ©pression actuel (dÃ©nonciation dâ€™un complot tutsi, milicianisation des services de sÃ©curitÃ©, constitution dâ€™unitÃ©s fidÃ©les au pouvoir) la crainte dâ€™une rÃ©pÃ©tition des violences de masse du passÃ© â€“, peut-on lire dans le rapport dâ€™ICG. M. Nkurunziza refuse tout dialogue avec le Cnared (Conseil national pour le respect de lâ€™accord dâ€™Arusha pour la paix et la rÃ©conciliation au Burundi et de lâ€™Ã©tat de droit), qui comprend notamment des groupes armÃ©s. Cette alliance dâ€™opposition est pourtant reconnue par lâ€™Union africaine et les autres Ã©tats de la rÃ©gion comme interlocuteur du gouvernement. Jusquâ€™Ã prÃ©sent, les pires violences ont eu lieu en dÃ©cembre 2015 Ã Bujumbura, lorsque des hommes armÃ©s ont menÃ© des attaques coordonnÃ©es contre les bases militaires de Ngagara, Musaga, et Mujejuru. Au moins 87 personnes auraient Ã©tÃ© tuÃ©es. La police a alors ripostÃ© par des descentes dans la capitale. Des dizaines de corps de civils ont Ã©tÃ© retrouvÃ©s dans des charniers au cours des jours et des semaines qui ont suivi. Mais la violence nâ€™est pas unilatÃ©rale : moins un charnier a Ã©tÃ© dÃ©couvert dans un quartier de lâ€™opposition. En lâ€™absence de pourparlers constructifs, la violence armÃ©e et le risque dâ€™une vÃ©ritable guerre civile augmentent. Alors que les groupes dâ€™opposition prolifÃ©rent, voici un aperÃ§u des principaux mouvements dâ€™insurrection :

Les Forces nationales de libÃ©ration (FNL) Les FNL, bras armÃ© du Parti pour la libÃ©ration du peuple hutu (PALIPEHUTU), opÃ©rent depuis plus de vingt ans dans le sud de la rÃ©gion dâ€™Uvira, Ã la zone de non-droit de lâ€™est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo. En 2013, leur dirigeant, Agathon Rukundo, sorti vaincu dâ€™une lutte pour le pouvoir, a quittÃ© le maquis pour revenir sur la scÃ©ne politique burundaise. Les FNL sont aujourdâ€™hui commandÃ©es par Aloys Nzabampema, sous la direction politique dâ€™Isidore Nibizi. Les FNL se sont infiltrÃ©es plus massivement au Burundi en 2014 par la rÃ©serve de la Rukoko, frontaliÃ©re aux deux pays. Ses membres accusent M. Nkurunziza de les traiter comme des â€“ citoyens de seconde zone â€“ et ont fait le vœu de le destituer. M. Rwaswa, en revanche, a choisi de travailler avec le gouvernement, nâ€™en dÃ©plaie Ã de nombreux partisans des FNL au Burundi. Les FNL ont Ã©tÃ© pris pour cible par lâ€™armÃ©e congolaise et par la mission de maintien de la paix des Nations Unies en 2014, puis en 2015. Mais le mouvement recrute. Selon Refugee International, des rÃ©fugiÃ©s du camp de Mahama, au Rwanda, ont tÃ©moignÃ© avoir Ã©tÃ© abordÃ©s par des reprÃ©sentants des FNL (et par le Mouvement pour la solidaritÃ© et la dÃ©mocratie, ou MSD, parti dâ€™opposition burundais). Un rapport des Nations Unies qui a Ã©tÃ© fuitÃ© dans la presse en janvier 2016 donne les dÃ©tails dâ€™un entretien avec 18 rÃ©fugiÃ©s burundais arrivÃ©s dans la rÃ©gion dâ€™Uvira, qui ont affirmÃ© avoir suivi un entraÃªnement menÃ© par les autoritÃ©s rwandaises et avoir reÃ§u de faux papiers. Les FNL sont actives dans la province de Bujumbura-Rural, qui entoure la capitale. En mars, les armÃ©es burundaise et congolaise ont lancÃ© une opÃ©ration conjointe Ã la frontiÃ©re visant les FNL. En avril, le mouvement a libÃ©rÃ© un officier burundais captif dans la rÃ©gion. RÃ©sistance pour un Ã©tat de droit au Burundi (RED-Tabara) Ce groupe sâ€™est crÃ©Ã© lâ€™annÃ©e oÃ¹ il serait composÃ© dâ€™anciens soldats, policiers et rebelles dÃ©mobilisÃ©s. Son â€“ chef dâ€™Ã©tat-major â€“, Melchide Ndirakobuca, a affirmÃ© que son objectif Ã©tait de â€“ chasser Nkurunziza et sa clique â€“, puis de mettre en place un gouvernement de transition pour organiser des Ã©lections libres et crÃ©dibles. RED-Tabara partage les â€“ mÃªmes objectifs â€“ que le Cnared, mais â€“ les voies et moyens que nous empruntons sont diffÃ©rents â€“, a-t-il dit. RED-Tabara est considÃ©rÃ©e comme le bras armÃ© du Mouvement pour la solidaritÃ© et la dÃ©mocratie (voir plus haut) dirigÃ© par Alex Sinduhije â€“ ce quâ€™appelle M. Biremba. Ce groupe est particuliÃ©rement actif Ã Bujumbura. Il affirme ne sâ€™attaquer quâ€™aux forces de sÃ©curitÃ© et des civils ont Ã©galement Ã©tÃ© victimes dâ€™attaques Ã la grenade. Selon M. Biremba, RED-Tabara est unie Ã dâ€™autres mouvements dâ€™insurrection dans son opposition Ã M. Nkurunziza, mais â€“ chacun a sa propre stratÃ©gie militaire â€“.

Forces rÃ©publicaines du Burundi (FOREBU) DirigÃ©e par le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare, qui a menÃ© un coup dâ€™Ã©tat avortÃ© contre M. Nkurunziza en mai de lâ€™annÃ©e derniÃ©re, le FOREBU soutient lâ€™accord dâ€™Arusha et la rÃ©forme de lâ€™armÃ©e post-Nkurunziza. Il compte dans ses rangs des membres de lâ€™establishment des services de sÃ©curitÃ© comme Philbert Habarugura, ancien gÃ©nÃ©ral chargÃ© de ses forces armÃ©es, le colonel Gilles Ndiwokubwa, qui occupe le poste de â€“ chef dâ€™Ã©tat-major â€“ et un ancien commissaire de police, Edward Nibigira, porte-parole du groupe. AprÃ©s avoir Ã©tÃ© commandant au sein du CNDD-FDD de M. Nkurunziza avant lâ€™accÃ©s de ce dernier au pouvoir, M. Niyombare est devenu en 2009 le premier Hutu nommÃ© chef dâ€™Ã©tat-major gÃ©nÃ©ral. Peut-Ãªtre plus important encore, il a participÃ© aux pourparlers de paix avec les FNL avant la vague dâ€™affrontements que connaÃªt le pays actuellement. M. Niyombare a dirigÃ© les services de renseignement avant dâ€™Ãªtre rÃ©voquÃ© en 2015 pour sâ€™Ãªtre opposÃ© Ã la dÃ©cision de M. Nkurunziza de briguer un troisiÃ©me mandat. Le FOREBU aurait participÃ© Ã lâ€™attaque dâ€™un commandement de police Ã Musaga (Bujumbura) en fÃ©vrier 2016 qui a fait quatre morts parmi la milice progouvernementale des Imbonerakure. Il a Ã©galement menÃ© des attentats Ã la grenade conjoints avec RED-Tabara dans les quartiers de Cibitoke et Kinanira de la capitale, qui, selon des tÃ©moignages, visaient des civils. Son principal coup dâ€™Ã©tat Ã Ã©tÃ© lâ€™assassinat du lieutenant-colonel Darius Ikurakura dans une base militaire de Bujumbura en mars. ConsidÃ©rÃ©e comme lâ€™homme de main du rÃ©gime, M. Ikurakura Ã©tait responsable des opÃ©rations de sÃ©curitÃ© dans les bastions de lâ€™opposition de

Bujumbura. Le FOREBUA estime que le dialogue est l'unique voie de sortie de la crise, mais il entend poursuivre la lutte armée tant que le gouvernement refusera de participer à un dialogue inclusif. Union des patriotes pour la révolution (UPR) Né en février à Karuzi, dans l'est du pays, ce groupe d'activistes a déclaré dans un communiqué annonçant sa création qu'il était composé de cadres civils et militaires et d'objectifs à instaurer un régime démocratique. D'après Burundi News : « L'UPR est dirigé par Antoine Sinzumushi, ancien substitut général de la cour d'appel à Bujumbura [ici]. Il a été de janvier 2010 à mai 2012 un inspecteur de la justice. Il revendique lui aussi quelques dizaines de combattants. » Mouvement de la résistance populaire (MPR) Mouvement apparu en décembre 2015 dans un communiqué de presse signé par l'autoproclamé leader militaire Didier Nyambariza, ancien policier qui a fui le pays après les élections controversées de 2010 boycottées par l'opposition. Le groupe se serait entraîné dans les montagnes congolaises du Sud-Kivu. Il n'a revendiqué aucune attaque. Force de libération de la démocratie au Burundi (FLDB) Ce mouvement a annoncé sa création sur les réseaux sociaux en mai 2016. Son chef militaire est Célestin Manirakiza, ancien rebelle au sein des FDD de M. Nkurunziza. Il a travaillé à des postes haut placés dans la police et notamment dans le Groupement mobile d'intervention rapide, unité spéciale accusée de détentions illégales et de torture. Mouvement patriotique chrétien (MPC) On en sait peu sur ce mouvement, qui n'a annoncé sa création qu'en mai 2016. Il est dirigé par un mystérieux personnage, Jean-Paul Ndendakumana, inconnu des milieux politiques et militaires. Par Jean-Baptiste Nkurunziza et Obi Anyadike